



## **Pour nos salaires et des moyens dans l'éducation Toutes et tous en grève le mardi 26 janvier ! Rassemblement devant la préfecture du 92 à partir de 10h**

Alors que Jean-Michel Blanquer répète à l'envi que l'éducation est une priorité absolue du gouvernement, les faits viennent contredire une nouvelle fois ces belles paroles. Les annonces dérisoires de revalorisation pour 2021, ainsi que les travaux du Grenelle de l'Education qui visent à modifier en profondeur le fonctionnement de l'école et les missions et statuts des enseignant-es, sont des exemples flagrants de cette contradiction. Ce sont des mesures significatives d'augmentation des salaires qui doivent être prises, sans contreparties, ainsi qu'un dégel du point d'indice et un rattrapage des 20 % perdus depuis 2000.

Dans les Hauts-de-Seine, les dotations prévisionnelles des établissements du second degré pour la rentrée scolaire 2021 constituent un autre exemple de la contradiction entre le discours sur la priorité pour l'éducation et les actes. Ainsi, les documents présentés en CTSD font état d'une suppression de 500 heures-postes pour des effectifs en hausse de près de 700 élèves ! Si ce projet était acté, des dizaines de postes seraient menacés dans le département et les conditions de travail des personnels s'en trouveraient fortement dégradées, tout comme les conditions d'étude des élèves. Nous demandons donc l'abandon de la suppression des 500 heures-postes et la création de postes nécessaires. De plus, la politique suivie par la direction académique des Hauts-de-Seine depuis plusieurs années conduit à une baisse particulièrement forte des moyens dans les collèges REP/REP+ et les lycées anciennement ZEP. Nous dénonçons également un encadrement insuffisant et inadapté des élèves en internat, qui sont souvent en grande détresse scolaire et aussi par moments sociale. Tout cela est d'autant plus déplorable que les élèves ont été profondément affecté-es dans leurs apprentissages depuis le début de la crise sanitaire, notamment celles et ceux issu-es de milieux sociaux défavorisés.

Dans le premier degré, le 92 est doté de 20 postes supplémentaires pour la rentrée prochaine avec une prévision d'effectifs de moins 1 500 élèves. Cependant, depuis 2008, les conditions d'apprentissage et de travail dans les écoles se sont énormément dégradées avec la suppression massive de postes, la réduction de la formation, l'augmentation des tâches de direction, etc. Si l'on ajoute à cela la situation sanitaire et les conséquences du confinement sur la scolarité des élèves, notamment les plus fragiles, cette dotation reste largement insuffisante. Nous pouvons malheureusement déjà affirmer que la vie dans les écoles ne va donc pas s'améliorer de manière significative. La politique du gouvernement se limite à du saupoudrage alors qu'un véritable plan d'urgence est nécessaire. Plus que jamais, alors qu'ils et elles sont méprisé-es par leur ministre, le

fonctionnement des écoles ne repose que sur l'implication et le professionnalisme des enseignant-es auprès de leurs élèves.

**Face à un tel mépris, les organisations syndicales des Hauts-de-Seine CGT Educ'action, FSU, SNFOLC, SUD Education et SNALC appellent les personnels de l'Education à participer à la journée de grève de mardi 26 janvier et à se joindre au rassemblement organisé ce jour-ci devant la Préfecture des Hauts-de-Seine, à Nanterre, à partir de 10h.**